

# QUI GOUVERNE LE MONDE ?

L'ÉCONOMIE À CONTRE-COURANT / PAR GÉRARD DUMÉNIL  
DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS.

**L**es luttes qui se déroulent en France conduisent à se poser la question : derrière l'alternance des gouvernements dits de droite et de gauche, et la façade des gouvernements nationaux prétendument sans marges de manœuvre, qui gouverne finalement ? Je veux relier cette question aux débats concernant l'émergence d'un « gouvernement mondial » informel entre les mains d'une « classe » ou « élite » dominante mondialisée. Ces débats animent à la fois la gauche marxiste radicale et la droite néolibérale dure, et cette convergence des intérêts n'est certainement pas le fruit du hasard.

D'un côté, on trouve la controverse au sein de l'extrême gauche anglo-saxonne. Certains soutiennent que la mondialisation a atteint des degrés tels que l'identification des nationalités des propriétaires du capital et des hauts

## Les sociétés transnationales exercent un pouvoir mondial.

gestionnaires a perdu toute signification : les sociétés sont « transnationales », et les élites qui les dirigent sont sélectionnées sur la base de leurs seules compétences (1). Elles exercent sciemment un pouvoir mondial. Dans

l'autre camp, on affirme qu'il n'en est rien : les États nationaux sont les agents de la mondialisation et on ne saurait les passer aux oubliettes ; dans une mesure plus grande qu'on ne le croit, les économies restent centrées nationalement (2). Les défenseurs de ce second point de vue sont attachés à la notion d'« impérialisme » : les États-Unis et la finance états-unienne gouvernent encore.

**Trancher au sein de ce débat** n'est pas forcément l'essentiel. À n'en pas douter, la mondialisation des classes dominantes est en progrès, les États nationaux en sont les agents, mais les rivalités internationales, ancrées dans les nationalismes, demeurent considérables ainsi que les impérialismes, notamment celui des États-Unis.

Ce qui me paraît redoutable est qu'à droite le débat cède la place à la conviction. Les acteurs les plus en vue du Forum économique mondial de Davos revendiquent l'instauration d'un gouvernement mondial bien structuré et musclé. Un vaste ensemble de travaux de cette institution met en avant la nécessité d'un dépassement des structures politiques nationales (les gouvernements ou les institutions internationales traditionnelles) par de nouvelles instances au centre desquelles se trouveraient les sociétés transnationales et leurs dirigeants (3). Le tout est présenté sous le couvert euphémistique d'une « *corporate citizenship* ». Les philosophes des Lumières se retournent dans leur tombe ! Si *citizenship* se traduit par « citoyenneté », *corporate* joue sur l'ambiguïté entre un sens très lâche de « corporation », c'est-à-dire de corps collectifs, et de « corporation » au sens de « société » (entendre ici société transnationale). Et cette seconde acception est ici la plus, ou la seule, pertinente. À les suivre, qui doit gouverner ? Eux.

(1) *A Theory of Global Capitalism : Production, Class, and State in a Transnational World*, I. Robinson William, Johns Hopkins University Press, 2004.

(2) *The Making of Global Capitalism : The Political Economy of American Empire*, L. Panitch et S. Gindin, Verso, 2013.

(3) *Everybody's Business : Strengthening International Cooperation in a More Interdependent World*, R. Samans, K. Schwab, et M. Malloch-Brown (dir.), WEF, 2010.